

Russie. Journée nationale d'actions des habitants des foyers

Samedi 30 septembre, à l'initiative du Mouvement des foyers de travailleurs de Russie, et dans le cadre des « Journées Mondiales Zéro Expulsion 2006 », des manifestations ont eu lieu dans une quinzaine de villes, rassemblant quelques milliers de personnes. La journée était soutenue par l'Union des Soviets de Coordination de Russie (SKS) et par l'Alliance Internationale des Habitants.

Les habitants des foyers de travailleurs, qui vivent depuis 10 à 30 ans dans des habitations « temporaires » insalubres, sont plusieurs millions dans tout le pays. Or l'entrée en vigueur du nouveau Code du logement, au début de l'année, les a touchés en premier lieu, les privant du droit à leur logement. Aussi ont-ils été parmi les premiers à se mobiliser. Le Mouvement des foyers de travailleurs de Russie a été créé en juillet 2006, lors du Forum Social de Russie. La journée d'action nationale du 30 septembre est la seconde de ce type, et intervient à un moment où la mobilisation a déjà remporté d'importantes victoires, notamment l'adoption en première lecture d'amendements au Code du logement répondant à certaines revendications. Les premières victoires ayant entraîné une certaine démobilitation, les manifestations ont été moins massives qu'au début d'année, mais des rassemblements ont eu néanmoins lieu à Moscou, Saint-Pétersbourg, Ijevsk, Perm, Iaroslavl, Tomsk, Omsk, Nijevartovsk, Saratov, Oufa, Ekaterinbourg et quelques autres villes. A noter une participation plus importante des foyers ayant été illégalement privatisés dans les années 90, et dont le statut n'est pas pris en compte par la législation existante, faisant de leurs habitants des fantômes n'existant sur aucun papier officiel.

Les manifestants revendiquaient le respect du droit au logement, une révision radicale du nouveau Code du logement, l'adoption définitive des amendements défendus par des députés de l'opposition, l'interdiction des expulsions, l'annulation des privatisations illégales des foyers de travailleurs, et la garantie du droit des habitants des foyers de travailleurs au logement social ou à la privatisation gratuite de leur logement en foyer (reconnue légale grâce aux luttes antérieures, mais à la condition que le foyer soit propriété municipale).

A Moscou, le rassemblement organisé au centre de la ville par le mouvement des foyers de Moscou (DOM) a mobilisé autour de 300 personnes, représentant une vingtaine de foyers de Moscou et de la banlieue. Malheureusement, ne se sont déplacées que des délégations, et non la masse des habitants des foyers.

Les pancartes portaient les inscriptions suivantes : « Le nouveau Code du logement fait de nous des SDF », « Non à l'arbitraire du pouvoir », « Non au servage dans les foyers ».

Irina Bergalieva, la présidente de DOM, a appelé les habitants à ne pas cesser la lutte : « Les problèmes sont loin d'être tous réglés, les foyers privatisés et non municipaux restent dans une situation de non-droit. On continue à nous entasser dans nos chambres, à augmenter arbitrairement les tarifs communaux. Certains habitants ont déjà été expulsés, d'autres n'ont échappé à l'expulsion que grâce à la mobilisation des militants et des voisins qui se sont interposés. Même les amendements minimaux au Code du logement, que nous soutenons, ne sont adoptés qu'en première lecture, il faut donc continuer à se serrer les coudes ! », a-t-elle déclaré lors du meeting.

A Ijevsk (Oudmourtie), quelques centaines de personnes, menées par le mouvement « Foyers d'Ijevsk » ont manifesté du Palais présidentiel jusqu'à la résidence du Procureur de la république d'Oudmourtie, dont ils ont fait le siège. S'étaient surtout mobilisés les habitants des foyers privatisés ou appartenant à des structures fédérales. Les manifestants scandaient « Non à l'arbitraire de procureur de la République ! », « Oui à la privatisation des chambres des foyers ! », « Liberté pour les foyers ! ». La résolution du meeting de clôture a été transmise sur place au procureur de la République.

Sous la pression des actions de protestation qui se sont succédées en début d'année, les autorités municipales ont promis de respecter le droit des habitants des foyers municipaux à privatiser leur logement, mais elles traînent à mettre en oeuvre leur promesse. Surtout, des tentatives d'expulsion continuent à avoir lieu, qui ne sont déjouées que par la résistance des habitants. Enfin, la situation des habitants des foyers privés reste en suspens.

A Oufa, le rassemblement était organisé par des comités d'habitants menacés d'expulsion de leurs habitations du centre-ville devant être démolies. Les manifestants ont ajouté aux revendications communes à tout le mouvement des foyers celles de la démission du maire de la ville et de l'interdiction des expulsions du centre-ville.

La résolution adoptée à l'issue du meeting stipule que le nouveau Code du logement vise à enlever le droit au logement à une majorité de la population, et à faciliter les expulsions des catégories les plus pauvres.

A Tomsk, où le problème est loin d'être réglé, près d'un millier de personnes sont sorties, à l'appel du mouvement « Foyers de Tomsk », afin de manifester leur colère contre les pouvoirs locaux qui continuent à ignorer les habitants des foyers. Dans cette ville, la majorité des foyers ne sont pas propriété de la municipalité, mais appartiennent à des firmes privées ou aux nombreux Instituts scientifiques fédéraux

dont regorge cette ville universitaire. Malgré les actions de protestation qui ont déjà eu lieu, et les procès intentés en justice pour violation du droit au logement, les autorités locales se montrent très passives. « On nous fait des promesses et on fait semblant de nous aider, mais, en fait, rien ne se passe. Les expulsions sont même de plus en plus fréquentes », s'indignait l'une des militantes du mouvement.

A Ekaterinbourg, lassés d'attendre l'autorisation promise de légalisation de leur droit à leur logement au foyer, des habitants sont en grève de la faim depuis plusieurs jours.

A Saratov, le rassemblement, organisé par le Parti Communiste Ouvrier de Russie (RKRП) n'a mobilisé qu'une centaine de personnes, surtout des militants de ce parti. Les slogans demandaient le retrait du nouveau Code du logement. Une manifestation des habitants des foyers avait déjà eu lieu quelques jours auparavant, lors d'une session du Conseil municipal.

A Saint-Pétersbourg, deux actions ont été organisées. L'une, soutenue par le Mouvement pour les initiatives citoyennes, a eu lieu devant l'un des foyers, propriété de l'usine « Kompressor » et a surtout rassemblé les habitants de ce foyer, afin d'attirer l'attention des autorités sur ce cas spécifique de foyer illégalement privatisé et dont les habitants sont considérés comme « inexistantes ».

L'autre manifestation était organisée par le Comité de coordination des foyers de la ville, et a rassemblé près de 500 personnes. Les habitants, qui brandissaient des pancartes avec l'adresse de leur foyer, revendiquaient le transfert de leurs foyers au fond immobilier municipal, avec garantie du droit à conserver son logement. Ils chantaient « Rendez-nous notre logement ! ».

Alors que s'étaient rassemblées une majorité de femmes et d'enfants, deux autobus d'Omons (les CRS russes) et 12 voitures de police encadraient le rassemblement...

A Omsk, une réunion publique du mouvement « Foyers d'Omsk » a réuni près de 300 personnes. Elles ont appuyé les revendications communes de cette journée d'actions nationale.

Dans cette ville, les autorités municipales ont déjà reconnues le droit des habitants des foyers municipaux à privatiser leur logement. Et les procès en justice commencent à être gagnés. Plusieurs opérations de privatisation de foyers ont été reconnues illégales, ce qui permet leur déprivatisation et la reconnaissance du droit au logement de leurs habitants.

Cependant, un nouveau problème prend de plus en plus d'importance : l'offensive des sociétés de gestion privées sur les habitations, avec l'appui des pouvoirs locaux.

A Nijnevartovsk, à cause du froid (autour de 0) et de l'éloignement (la municipalité ayant interdit la manifestation au centre-ville), le rassemblement n'a mobilisé qu'une centaine d'habitants. Cependant, des représentants des pouvoirs locaux étaient présents, et les journalistes ont couvert l'évènement.

A Perm, plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées à l'appel du mouvement « Foyers de Perm » et de Soviet local de coordination des luttes. Le slogan principal était « Rendre les foyers usurpés à leurs habitants ! ». Selon Anastasia Maltseva, coordinatrice du Soviet, même les policiers se sont mis à poser des questions, inquiets pour leur propre situation, beaucoup vivant eux-mêmes dans des foyers...

A Iaroslavl, la Mairie venant juste de céder aux revendications du mouvement et d'accorder le droit à la privatisation de leur logement aux habitants des foyers municipaux, ces derniers ne se sont guère mobilisés. Cependant, étaient présents à l'appel les habitants des foyers privatisés, pour la plupart participant à leur première action de protestation. Ils ont convenus de lancer une campagne massive d'information auprès des habitants des foyers les plus menacés par les expulsions.

Pour terminer ce tour d'horizon, notons que nulle part les autorités ne sont allées à la rencontre des manifestants, à l'exception de Nijnevartovsk. Les médias ont cependant largement couvert la journée d'action, ce qui laisse espérer qu'elle contribuera au moins à accélérer l'adoption des amendements déjà discutés à la Douma d'Etat. De plus, les problèmes de logement dépassant largement le seul cas des habitants des foyers, l'Union des Soviets de Coordination (SKS) prépare une autre journée d'actions nationale fin octobre, toujours dans le cadre de la campagne internationale contre les expulsions.

Carine Clément, Institut de l'Action Collective (info@ikd.ru)